

Gouvernance des minorités par le PDK et ancrage social dans les territoires disputés : stratégies, répertoires d'action, représentations

**Paul Cavallé**

Études kurdes, n°16, 2023, pages 67-92.

---

Citer ce document / Cite this document :

Cavallé, Paul. 2023. « Gouvernance des minorités par le PDK et ancrage social dans les territoires disputés : stratégies, répertoires d'action, représentations ». *Études kurdes* (16): 67-92.

---

<https://www.etudeskurdes.org/article/gouvernance-des-minorites-par-le-pdk-et-ancrage-social-dans-les-territoires-disputes-strategies-repertoires-daction-representations/>

**Paul Cavallé**

Doctorant

Institut Français de Géopolitique – Université de Paris VIII

## **Gouvernance des minorités par le PDK et ancrage social dans les territoires disputés : stratégies, répertoires d'action, représentations**

### **RÉSUMÉ**

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans le cadre du conflit qui oppose le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) à l'État fédéral irakien pour le contrôle des « territoires disputés », a mis en place, après 2003, des stratégies politiques pour prendre possession d'une partie de ces territoires. C'est notamment le cas, dans le gouvernorat de Ninive, du district du Sinjar et de la plaine de Ninive. Le PDK y a principalement développé des politiques d'ancrage social au sein des minorités chrétiennes et yézidiennes. Entre 2003 et 2014, ces politiques se sont traduites par le développement de l'appareil militant du parti, la cooptation de certaines élites, mais aussi une stratégie d'entrepreneuriat ethnopolitique. En 2014, plusieurs crises accompagnées par l'ascension violente du groupe État-islamique (Daech) dans le nord de l'Irak, permettent au parti de réaliser un glissement sécuritaire et autoritaire sur les territoires qu'il contrôle. Cependant, ces crises et leur gestion autoritaire par le PDK, font partie des éléments permettant d'expliquer la perte de la majorité de ces territoires face à l'État fédéral irakien suite au référendum d'indépendance kurde en 2017.

**MOTS CLÉS :** Irak, Kurdistan irakien, Yézidis, Chrétiens assyro-chaldéens, Territoires disputés, Sinjar, Plaine de Ninive, Entrepreneuriat ethnopolitique.

## 1. Introduction

La Région autonome kurde d'Irak est depuis sa création en conflit avec le Gouvernement fédéral irakien sur son processus de frontiérisation au sein du territoire irakien. Un certain nombre de territoires qui sont aujourd'hui sous le contrôle du gouvernement fédéral irakien sont revendiqués par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les forces politiques qui le composent. Ces territoires sont appelés « territoires disputés » et représentent une bande territoriale à la frontière entre la Région autonome et le reste de l'Irak, qui court depuis le district du Sinjar au nord-ouest du pays jusqu'au district de Badra à la frontière iranienne et au sud-est de Bagdad<sup>1</sup>.

Cette Région autonome s'est constituée, *de facto* en 1991 et *de jure* en 2005<sup>2</sup>, sur les revendications d'autonomie politique du mouvement nationaliste kurde en Irak dont les deux principales forces politiques sont le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ces deux partis se divisent aujourd'hui le GRK en deux zones d'influence et leurs institutions partisans exercent un contrôle direct sur les institutions de la Région (Leezenberg, 2017 ; Mède, 2023). Cependant, la Région a acquis sa légitimité en tant qu'espace kurde souverain. Ses revendications territoriales sur les « territoires disputés » sont également légitimées par le récit historique du nationalisme kurde qui considère ces territoires comme faisant partie du Kurdistan, littéralement « la terre des Kurdes ». Aux côtés d'arguments historiques et géographiques, la démographie est l'une des principales justifications pour faire de ces espaces des territoires kurdes<sup>3</sup>. Ils feraient partie du Kurdistan parce qu'ils sont habités par des Kurdes.

Cependant, si l'on observe précisément la composition démographique de ces territoires, c'est bien leur diversité ethnique, religieuse et culturelle qui saute aux yeux. C'est d'ailleurs justement cette diversité démographique qui représente l'un des principaux facteurs explicatifs de leur situation de « territoires disputés ». Car outre le fait de représenter une zone frontière entre les aires de peuplement kurde musulmane et arabe musulmane en Irak, ces territoires sont aussi habités par de nombreuses catégories de populations en situation minoritaire dans le pays. Turkmènes, chrétiens assyro-chaldéens, Shabaaks, Kakaï et

---

<sup>1</sup> Khalil Ismail Mohammed, *The disputed Territories between Historical Facts & Geographical Reality*, 2021, Erbil (fascicule édité par le « Committee of the Kurdistan Territories outside the Kurdistan Region » du parlement kurde), p.9.

<sup>2</sup> Bien qu'un premier accord d'autonomie ait été signé le 11 mars 1970 entre Saddam Hussein et les forces politiques kurdes, il ne fut jamais réellement appliqué. Ce n'est qu'en 1991, avec l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne par la communauté internationale, qui entraîne un retrait des troupes irakiennes du Kurdistan, que les Kurdes parviennent à gagner une autonomie réelle *de facto*.

<sup>3</sup> Khalil Ismail Mohammed, *The disputed... Op. Cit.* p. 28

Yézidis sont autant de groupes aux populations suffisamment nombreuses pour que leur poids démographique devienne un enjeu politique pour le contrôle de ces territoires.

Les autorités politiques kurdes sont conscientes de l'hétérogénéité démographique des territoires disputés et ont bien compris l'enjeu politique que représentent les groupes minoritaires dans leurs revendications territoriales. Cet enjeu conduit donc pour les partis kurdes à développer ou à entretenir un ancrage social et politique au sein de ces minorités pour en obtenir le soutien dans leurs projets politiques<sup>4</sup>. De plus, il existe un prolongement de la division partisane, dans les ambitions politiques kurdes en ce qui concerne les territoires disputés. Même si c'est la Région qui revendique ces espaces, ce sont le PDK et l'UPK qui élaborent les stratégies, souvent en compétition, pour s'implanter et administrer les territoires disputés (Quesnay 2021, 55).

Dans ce contexte, le vide politique provoqué par la chute de Saddam Hussein en 2003 a permis à ces partis d'investir politiquement et militairement ces territoires par des moyens à la fois formels et informels. L'instabilité politique et sécuritaire, particulièrement forte dans les territoires disputés, est un terrain fertile pour les forces politiques kurdes qui s'imposent grâce à un appareil sécuritaire conséquent et leur association avec les forces de sécurité américaines (Schmidinger 2022, 52). Entre 2003 et 2017, une large partie des « territoires disputés » s'est retrouvée sous la gouvernance des partis kurdes qui ont pu pleinement appliquer leur stratégie d'implantation territoriale dans les populations tout en prolongeant leur compétition intrakurde.

Dans cet article, je m'intéresserai plus particulièrement aux territoires disputés du gouvernorat de Ninive et aux deux principales minorités qui y vivent, les Yézidis et les Chrétiens. Les Yézidis sont une minorité religieuse kurdophone<sup>5</sup> dont les principaux foyers de peuplement en Irak sont : le Sinjar, le Shekhan et les villages jumeaux de Bashiqa et Bazhani se trouvant tous dans le gouvernorat de Ninive. Du côté des chrétiens, quatre principales Églises sont présentes en Irak avec un ancrage démographique particulièrement important dans la plaine de Ninive : l'Église catholique chaldéenne, Église apostolique assyrienne de l'Orient, l'Église catholique syriaque et l'Église syriaque orthodoxe. Les chrétiens membres de ces différentes Églises sont régulièrement présentés sous l'étiquette ethnique et nationale de chrétiens assyriens ou assyro-chaldéens.

---

<sup>4</sup> Le même enjeu existe pour les populations kurdes musulmanes, voire même les populations arabes musulmanes sur ces territoires.

<sup>5</sup> De dialecte *kurmanji* de la langue kurde.

À partir de 2003, les territoires disputés du gouvernorat de Ninive sont principalement investis par le PDK avec une faible concurrence de l'UPK, du fait de leur proximité territoriale avec les provinces de Duhok et d'Erbil et du soutien militaire du parti à la « libération » américaine de ces territoires. Ce sont donc les stratégies de gouvernance du PDK, appliquées aux minorités yézidiées et chrétiennes dans la plaine de Ninive et le Sinjar qui vont être au centre de notre analyse.

Je montrerai que ces politiques ont pu rencontrer un certain succès à leur début, jusqu'en 2014. Cependant, en août 2014, le retrait des *Peshmergas*, des territoires disputés face à l'offensive de l'État islamique a eu des conséquences dévastatrices sur l'image du parti et de la Région kurde dans ces populations. Cet événement a conduit au massacre de plus d'un millier de Yézidis et au déplacement de plusieurs centaines de milliers de Yézidis et de chrétiens du gouvernorat de Ninive<sup>6</sup>. Une part de la responsabilité de cet événement est attribuée au PDK et a conduit à un profond désaveu du parti chez ces populations.

En effet, suite au référendum d'indépendance de septembre 2017, le gouvernement fédéral irakien lança une opération militaire pour récupérer ces territoires disputés et « punir » les Kurdes. Les forces employées pour réaliser ce coup de force furent les fameuses « Unités de mobilisation populaires »<sup>7</sup>. L'élément qui nous intéresse ici est que dans ces milices plusieurs bataillons soient composés de combattants locaux issus des minorités chrétiennes ou yézidiées. Autrement dit, le désaveu du PDK était suffisamment conséquent pour que certains membres de ces minorités soient prêts à prendre les armes pour chasser le parti de leur territoire. Ce qui signifie que le parti semble, à terme, avoir subi un échec relativement important dans sa politique d'ancrage social et populaire.

Comme le rappelle Hardy Mède, les travaux universitaires consacrés à l'espace politique du Kurdistan irakien qui se basent sur une étude empirique poussée sont peu nombreux (Mède, 2023a). Cependant, des travaux sur la gouvernance des partis kurdes irakiens et sur leurs structurations partisans ont été réalisés (Mède, 2023a, 2023b), ainsi que des analyses de la Région autonome et de ses institutions (Mède, 2022 ; Leezenberg, 2017 ; Hasan Hama, 2019). Cependant, en dehors du travail d'Arthur Quenay sur le cas particulier de l'UPK à Kirkouk (Quenay, 2021, 2023) ainsi que quelques travaux dont ce n'est pas le sujet principal (Leezenberg, 2018 ; Schmidinger, 2022), il y a peu de littérature qui traite

---

<sup>6</sup> Rapport d'Amnesty International : *Ethnic Cleansing on a Historic Scale : Islamic State's Systematic Targeting of Minorities in Northern Iraq*, 2 septembre 2014, <http://www.refworld.org/pdfid/540889bc4.pdf>, (consulté le 27/07/2018)

<sup>7</sup> *Hashed al-Shaabi* en arabe.

spécifiquement des stratégies politiques des partis kurdes destinées aux minorités dans les territoires disputés.

Je souhaite donc analyser la gouvernance du PDK, principale force politique du GRK, sur les Yézidis et les chrétiens assyro-chaldéens<sup>8</sup> dans le gouvernorat de Ninive entre 2003 et 2017. Quelles ont donc été concrètement les différentes stratégies mises en place par le PDK pour développer son implantation sociale et politique parmi les Yézidis et les chrétiens assyro-chaldéens entre 2003 et 2017? Quels ont été les résultats et les conséquences de ces politiques? Comment ces politiques ont-elles pu rencontrer un désaveu aussi important dans ces populations? Comment ce désaveu contre le PDK a-t-il pu être à ce point profond pour que certains membres de ces minorités aient pris les armes pour chasser le parti de leurs territoires?

J'examinerai d'abord les différentes stratégies politiques du PDK pour développer son ancrage social et populaire chez les Yézidis et les chrétiens du gouvernorat de Ninive entre 2003 et 2014. Je décrirai, ensuite, les raisons du rejet du parti par ces populations après 2014 et son glissement autoritaire pour pallier cette perte de confiance. Je terminerai en montrant quelles sont, après 2017, les conséquences de la politique du PDK sur ces territoires pour le mouvement nationaliste kurde en Irak.

Cette réflexion est le fruit de plusieurs terrains réalisés entre 2017 et 2022 au Kurdistan irakien, dans les territoires disputés du gouvernorat de Ninive ainsi qu'en diaspora en France et en Allemagne. Ces différents terrains m'ont permis de mener trente-six entretiens formels et une soixantaine d'entretiens informels avec des Yézidis et des chrétiens originaires du gouvernorat de Ninive. Ces entretiens se sont déroulés avec des personnes aux profils socio-économiques très différents : allant de médecins ou d'activistes travaillant dans des organisations locales ou internationales ayant eu l'opportunité de faire des études supérieures, jusqu'à des personnes dans des situations de grande précarité, très peu éduquées et parfois analphabètes. Je me suis aussi entretenu avec des individus et des familles qui ont un rapport différent au PDK, certains hors du parti, d'autres membres, anciens membres du parti ou issus de familles attachées au parti.

---

<sup>8</sup> Yézidi et chrétiens représentent les deux minorités démographiquement les plus importantes dans les territoires disputés à l'intérieur du gouvernorat de Ninive.

## **2. Les différentes stratégies d'ancrage territorial du PDK chez les Yézidis et les chrétiens des territoires disputés du gouvernorat de Ninive entre 2003 et 2014**

### **2.1. L'entrepreneuriat ethnopolitique, l'appareil militant et la cooptation**

La principale stratégie du PDK entre 2003 et 2014 pour s'imposer dans les territoires disputés et ensuite pour y renforcer sa présence et son assise politique a été de développer son implantation sociale dans les populations qui vivaient sur ces territoires. Cette stratégie est tout simplement un prolongement de ce que le parti appliquait et applique toujours au sein des territoires qu'il contrôle à l'intérieur des frontières officielles de la Région autonome. Les deux principaux leviers pour renforcer cet ancrage social, en tant que parti nationaliste kurde, ont été l'entrepreneuriat ethnopolitique, en parallèle au développement de l'appareil militant.

Les partis politiques kurdes tirent une grande partie de leur légitimité en se présentant comme les entités politiques représentatives du mouvement national kurde en Irak. Le PDK par son histoire et son importance politique cherche même à se positionner comme leader de ce mouvement (Quesnay 2021, 329). La première fonction généralement attribuée à un parti nationaliste est de représenter les ambitions politiques d'un groupe national. Cependant, plusieurs auteurs qui ont travaillé sur la construction des nationalismes et sur les acteurs politiques nationalistes ont relevé que la première activité de ces partis était souvent de créer les conditions pour l'émergence du sentiment national dans la population identifiée comme communauté nationale. Leur principal objectif est ensuite de mobiliser politiquement cette population dans l'intérêt de la cause nationale qui se confond souvent avec les intérêts du parti ou du mouvement politique en question. C'est en cela que leur action est qualifiée d'entrepreneuriat ethnopolitique ou d'entrepreneuriat d'identité ethnique (Brubaker, 2001, 2002 ; Lal, 1997). Dans cette logique, la question de l'instrumentalisation de la cause nationale, pour les intérêts exclusifs des formations politiques ou de leurs dirigeants, se pose très rapidement.

Pour le PDK, dans ce rôle, que le parti s'est donné, d'incarnation politique, du mouvement national kurde, l'un de ses premiers objectifs, a donc été de chercher à diffuser le nationalisme kurde, c'est-à-dire à construire et à renforcer le sentiment d'appartenance à la nation kurde dans la population identifiée comme kurde. Mener à bien cette politique a d'abord été un enjeu auprès des populations à majorité kurde musulmane à l'intérieur des frontières officielles de la Région autonome<sup>9</sup>, étendue ensuite aux territoires disputés. Le principal outil dont dispose le parti pour mener à bien cette politique n'est autre que son réseau

---

<sup>9</sup> Où le sentiment d'appartenance à la nation kurde était et est toujours en concurrence avec d'autres identités comme l'identité tribale ou religieuse

militant. L'un des premiers rôles des militants, à la base du parti, est de faire grandir ce sentiment d'appartenance à la kurdicité dans les groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Il existe donc une relation dynamique entre développement du réseau militant et entrepreneuriat ethnopolitique. Car, plus le parti dispose de militants, plus la diffusion du nationalisme kurde est importante et plus le nationalisme kurde est fort dans la population plus le parti peut y recruter des militants. Développer et entretenir ce réseau militant est donc un enjeu primordial dans les territoires disputés, au sein des populations kurdes musulmanes, mais également parmi les minorités auxquelles je m'intéresse et en particulier celle des Yézidis.

Le cas des Yézidis est d'autant plus important qu'ils tiennent une place particulière dans le nationalisme kurde en Irak. Il existe une représentation commune, partagée par les Yézidis et une partie des Kurdes musulmans qui veut que le yézidisme soit la religion originelle des Kurdes avant leur conversion à l'Islam<sup>10</sup>. Les élites politiques kurdes, notamment du PDK, ont tiré de cette représentation une conception du yézidisme résumée par la déclaration suivante de Massoud Barzani en 2013 « les Kurdes d'avant l'Islam étaient Yézidis et à ce titre les Yézidis incarnent le caractère originel de la nation kurde »<sup>11</sup>. Cette conception est au centre de la rhétorique du PDK dans sa relation avec les territoires yézidis. Cela implique l'importance particulière donnée à la diffusion du nationalisme kurde chez les Yézidis.

Si les premières implantations du PDK dans les populations yézidies du Sinjar et de la plaine de Ninive sont bien antérieures à 2003<sup>12</sup>, à partir de cette date, le parti a investi militairement et politiquement ces territoires. Entre 2003 et 2014, ces territoires passèrent progressivement sous gouvernance et administration directe du PDK. C'est durant cette période que la stratégie de développement de l'appareil militant et d'entrepreneuriat ethnopolitique a pu pleinement être appliquée. Ce fut la période durant laquelle le parti sortit de sa clandestinité dans ces territoires et vit surtout ses ressources, notamment économiques, augmenter de façon exponentielle grâce à la rente des hydrocarbures (Natali, 2010, 92). Cette stratégie prit différentes formes. Elle s'est d'abord construite sur le socle

---

<sup>10</sup> Je parle de « représentation », car les origines de la religion yézidie font encore débat auprès des spécialistes, et la thèse qui semble s'imposer fait remonter cette religion au XIIe siècle [Açıkıldız, 2010].

<sup>11</sup> Discours de Massoud Barzani en 2013. Allan Kaval, « Analyse: les yézidis, entre nationalisme kurde et identité réinventée d'une minorité religieuse », 11 décembre 2013, voir : <https://www.religion.info/2013/12/11/analyse-les-yezidis-entre-nationalisme-kurde-et-identite-reinventee/> (consulté le 01/04/2024)

<sup>12</sup> Des émissaires du PDK arrivent au Sinjar dès 1946, mais c'est surtout à partir des années 60 que le PDK forme des cellules clandestines dans le Sinjar pour y recruter et former des militants.



d'anciennes cellules clandestines mises en place sous Saddam Hussein, composées de militants politiques aguerris. Ils furent les premiers à avoir reçu la mission de diffuser l'idéologie du parti et de recruter de nouveaux militants. Nassir,<sup>13</sup> militant PDK avant 2003 et Yézidi originaire d'un village au sud de la montagne de Sinjar, m'a ainsi expliqué, que suite à la chute du *Baa'ih* : « Les instructions du parti étaient de recruter de nouveaux membres pour qu'ils ne rejoignent pas d'autres partis politiques comme l'UPK et de dissuader les personnes qui voudraient faire ce choix ». La structure et la hiérarchie partisane sont ensuite la même qu'à l'intérieur du Kurdistan, au-dessus de ces cellules il y a des sous-sections ou des sections, elles-mêmes chapeautées par l'épicentre du pouvoir local au Sinjar, la fédération n° 17 (Mède, 2023a). Après 2003, devenir militant du PDK consistait à s'encarter, participer à certains événements, mais surtout à se présenter publiquement comme un membre du parti et peut-être, chose plus importante encore, se revendiquer publiquement en tant que Kurde. Pour Nassir : « Le plus important c'était de montrer qu'on était avec le parti avec des photos de Barzani par exemple et de dire qu'on était kurde ». En échange de cet engagement relativement peu contraignant, les « militants » du parti pouvaient recevoir des rétributions de deux types : pécuniaires et en nature. Il s'agissait d'abord de rétributions financières par le biais de rentes, de salaires ou le versement de sommes ponctuelles pour conduire des projets (Duclos-Valois, 2021). Mais ces rétributions consistaient également en ce que l'on peut appeler des avantages en nature, comme l'obtention d'un poste administratif, d'un contrat public ou de places dans les universités kurdes pour ses proches. Ali Yézidi originaire de Sinuny, un village du nord de la montagne, m'a expliqué que « c'était très difficile de trouver un travail ou même d'essayer de faire des études si tu n'avais pas quelqu'un de ta famille qui faisait partie du PDK ».

Parallèlement au développement de son propre réseau militant, le parti met aussi en place un système de cooptation des élites politiques et religieuses traditionnelles en échange de prises de position déclaratives en faveur du nationalisme kurde et du parti. Des chefs tribaux ou des *mokhtar*<sup>14</sup> yézidis reçoivent des rentes en échange d'un positionnement public en faveur du parti et du nationalisme kurde. Le parti finance aussi le clergé yézidi et différentes Églises chrétiennes. Pour les Yézidis, c'est tout le conseil spirituel de Lalish<sup>15</sup>, dont fait partie le Baba Sheikh, qui reçoit une rente du PDK ainsi que les *gewels* et les gardiens de mausolées (Açikyildiz, 2010 ; Spät, 2005). En ce qui concerne les Églises chrétiennes, l'Église catholique chaldéenne a droit à un traitement spécial et le PDK a tout fait pour qu'Ankawa, quartier chrétien en périphérie d'Er-

---

<sup>13</sup> Les noms de tous les enquêtés cités dans cet article ont été changés.

<sup>14</sup> Chef de village ou maire

<sup>15</sup> La plus haute instance religieuse, yézidie.

bil, devienne son centre religieux en Irak (Villeneuve, 2022)<sup>16</sup>. L'Église apostolique assyrienne de l'Orient a bénéficié d'un traitement similaire récemment avec l'aide à la construction d'une nouvelle cathédrale à Ankawa dont la première pierre a été posée le 25 février 2022 et destinée à devenir le siège de l'Église<sup>17</sup>. Les Églises syriaques catholiques et orthodoxes bénéficient aussi d'un soutien du PDK. J'ai pu constater, par exemple, comme chez les Assyriens et les Chaldéens, que la sécurité des lieux de cultes était directement prise en charge par le PDK. Plusieurs hommes en armes<sup>18</sup> en faction devant les bâtiments religieux de toutes ces Églises sont directement payés par le parti. En échange de ces rétributions, le PDK attend de ces différents clergés qu'ils se prononcent publiquement en faveur du parti et de la Région Kurde.

Parallèlement, le parti réalise de nombreux investissements économiques et sécuritaires, dans les infrastructures publiques de ces territoires disputés. Cependant, beaucoup de projets étaient aussi conditionnés par la relation avec le parti comme me l'a expliqué Shivan originaire d'un village au sud de la ville de Sinjar :

« Le village le plus proche du nôtre a réussi à obtenir une adduction d'eau depuis la ville parce qu'ils avaient des gens importants dans le PDK. On a demandé aussi, mais on n'a rien reçu alors que nos deux villages étaient vraiment proches ».

Par mes entretiens et mes observations, j'ai pu constater que, durant cette période, cette stratégie d'entrepreneuriat ethnique a semblé obtenir des résultats malgré les réticences d'une partie de la population (Açikyildiz, 2010 ; Spät, 2005). Le parti parvenait à accroître le sentiment d'appartenance à la kurdicité, notamment chez la population yézidie du Sinjar. En d'autres termes de plus en plus de Yézidis semblaient adhérer au nationalisme kurde. Comme me l'a expliqué Cirdo, Yézidi vivant à Sinuny :

« Grâce à l'arrivée des Kurdes, beaucoup de gens ont pu trouver du travail et vivre mieux. On pouvait aussi parler notre langue librement alors certains ont vraiment pensé que maintenant on était kurdes et que tout allait bien se passer. ».

Du côté des chrétiens, même si des entreprises de même nature ont été tentées

---

<sup>16</sup> Un projet qui a fini par aboutir en juillet 2023 par le déplacement du siège de l'Église de Bagdad à Ankawa suite à la révocation d'un décret présidentiel irakien reconnaissant au patriarche la gouvernance de l'Église en Irak sur fond de compétition avec Rayan al-Kildani, leader de la milice pro iranienne Mouvement de Babylone appartenant aux *Hashd al-Shaabi*. <https://fr.zenit.org/2023/07/20/harcele-par-le-gouvernement-un-dirigeant-catholique-irakien-quitte-bagdad/> consulté le 03/10/2023

<sup>17</sup> <http://aina.org/news/20220225014749.htm> consulté le 05/19/2023

<sup>18</sup> Ces gardes sont par ailleurs toujours membres de l'Église qu'ils sont chargés de protéger.

à l'intérieur des frontières de la Région autonome, notamment avec le cas de l'ancien évêque chaldéen de Duhok, Rabban Al Qas<sup>19</sup>, cette stratégie est restée très marginale et infructueuse dans la plaine de Ninive. Une situation qui s'explique principalement par la présence d'identités ethniques et même nationales fortes dans les différentes communautés chrétiennes<sup>20</sup>.

Devant les réticences de certains groupes à se reconnaître comme Kurdes, le PDK a mis en place une autre politique identitaire, en inventant une identité non pas kurde, mais « *kurdistanî* » ou kurdistanienne. On pourrait comprendre cette dénomination comme renvoyant à une identité citoyenne relative à un territoire qui serait le Kurdistan irakien et non pas à une ethnie ou une religion comme l'avancent certains auteurs (James et Tejel, 2018). Cependant, pour d'autres observateurs, cette identité est plutôt perçue comme une identité de citoyens de seconde classe imposée aux non-Kurdes qui vivent au Kurdistan (Joseph, 2017 ; Leezenberg, 2018).

Dans le prolongement de ses politiques de cooptation, le PDK a également construit une stratégie pour concurrencer les partis politiques chrétiens directement sur leur propre terrain politique minoritaire. En d'autres termes, le PDK a constitué une formation politique avec des membres chrétiens de son parti pour concurrencer les autres partis chrétiens avec pour objectif de gagner les sièges réservés aux minorités chrétiennes aux parlements kurde et irakien<sup>21</sup>. Ce parti est le « *Chaldean Syriac Assyrian Popular Council* ». Les formations politiques chrétiennes indépendantes accusent aussi le PDK de faire voter ses militants kurdes pour les sièges réservés aux minorités. Effectivement, du fait du manque de contrôles, un Kurde peut voter pour un candidat en lice pour un siège minoritaire. Un Kurde de Duhok m'a ainsi expliqué comment il avait pu voter pour une candidate chrétienne du *Chaldean Assyrian Popular Council* pour les élections législatives kurdes de 2018. Le dernier volet de cette stratégie

---

<sup>19</sup> Il prêchait à ses fidèles leur appartenance à la nation kurde en tant que Kurdes chrétiens. Plusieurs sources m'ont fait part d'une histoire qui expliquerait ce positionnement identitaire. L'archevêque aurait renversé et tué un enfant kurde musulman avec sa voiture et la famille Barzani lui aurait évité toute poursuite judiciaire de la part de la famille. En échange l'archevêque devait se positionner publiquement en faveur du parti et surtout de son appartenance à la nation kurde en tant que chrétien kurde et jouer de son influence pour que les membres de l'Église fassent de même. Que l'histoire soit vraie ou fausse, elle montre bien l'implication du parti dans cette tentative de kurdification des chrétiens. Après avoir réalisé une interview avec son secrétaire particulier, je peux confirmer l'attachement à l'identité kurde et à la langue kurde de la paroisse.

<sup>20</sup> Sur les questions identitaires des Églises chrétiennes en Irak que je ne peux développer ici, voir Weibel Yacoub, 2011 et Buğra Poyraz, Chaldéens, « Assyro-Chaldéens comment les nommer ? », Observatoire de la Turquie contemporaine 22/12/2020

<sup>21</sup> Cinq sièges sont réservés aux chrétiens Assyro-chaldéens au sein du Parlement kurde et cinq autres sièges sont réservés aux chrétiens au Conseil des représentants irakiens.

est le suivant : une fois les élections passées, le parti coopte les petits partis qu'il a contribué à faire émerger dans des coalitions dirigées par ses propres militants et c'est précisément le cas de l'*Hammurabi Coalition*, dirigée par Ano Jawhar Abdulmaseeh Abdoka, ministre des Transports et des Télécommunications du GRK.

Cette nouvelle identité kurdistanienne ne peut être dissociée de la rhétorique de protection des minorités, autre stratégie du PDK dans sa politique d'implantation dans les territoires disputés.

## **2.2. Instabilité sécuritaire et stratégie de protection des minorités**

Il faut d'abord revenir sur le contexte sécuritaire de ces territoires entre 2003 et 2014. L'invasion américaine de l'Irak fut, dans le nord de l'Irak, très rapidement suivi par les débuts de l'insurrection contre l'occupation américaine. Les actions violentes de cette insurrection se sont intensifiées dès 2004 et les territoires disputés du gouvernorat de Ninive n'ont pas échappé à la montée des violences. Alors que cette situation de guerre civile était déjà particulièrement difficile pour les Yézidis et les chrétiens des territoires disputés, la récupération ou la transformation de l'insurrection par les groupes islamistes comme Al-Qaïda (Quesnay, 2021) eut de terribles conséquences pour eux. Yézidis et chrétiens devinrent des cibles privilégiées des groupes islamistes et les actions violentes à leur rencontre se sont enchaînées rapidement. Durant la période, la liste des exactions contre ces deux minorités est longue, mais en voici les principales. Pour ce qui est des Yézidis, en septembre 2004, Mir Tashin Beg, leader traditionnel yézidi, a survécu à une attaque à la bombe à Ain Sifni dans le district du Shekhan du gouvernorat de Ninive ; le 22 avril 2007, vingt-trois Yézidis du village de Bashiqa furent exécutés à la sortie de Mossoul alors qu'ils rentraient en bus dans leur village (Maisei, 2008). Du côté des chrétiens, les attaques à la bombe qui visent les lieux de culte, les assassinats et les enlèvements sont extrêmement nombreux. Entre 2004 et 2008, une quarantaine d'églises ont été détruites à travers tout l'Irak, Paulos Faraj Rahho, archevêque de Mossoul, fut kidnappé le 29 février 2008 et son cadavre retrouvé le 13 mars de la même année<sup>22</sup>.

Dans ce contexte, les forces de sécurité du PDK ont investi les territoires qui nous concernent, en secondant des troupes américaines, dès 2003. En plus du développement de son réseau militant, le parti a construit et renforcé son assise sécuritaire et militaire. Toutes les institutions sécuritaires du parti furent déployées sur le territoire, des casernes ont été investies par les *Peshmergas*,

---

<sup>22</sup> Report of the United States Commission on religious freedom on Iraq, décembre 2008, <https://www.uscirf.gov/>

comme dans la ville de Sinjar. Les organes de renseignement du parti aussi bien les *Assayesh* et les *Parastin*<sup>23</sup>, furent déployés au Sinjar et dans la plaine de Ninive. De nombreux checkpoints, lieu de démonstration par excellence de la force politique et militaire des partis au Kurdistan (Mède, 2023b), sont installés par les *Peshmergas* et les *Assayesh* à l'intérieur et aux frontières du Sinjar et de la plaine.

Ce déploiement sécuritaire fut aussi accompagné d'une importante rhétorique de protection des minorités. Il s'agit d'un discours destiné, d'une part aux minorités, mais aussi au public international et mobilisé jusqu'à aujourd'hui. Dans lequel, le GRK en général et le PDK en particulier, prennent le premier rôle de protecteur des minorités, notamment religieuses, en Irak. Le volet dirigé vers l'international met en avant la protection des minorités pour obtenir des soutiens politiques et des aides militaires afin d'appuyer les revendications du GRK sur les territoires disputés où elles sont démographiquement nombreuses. La rhétorique destinée aux membres des minorités eux-mêmes met en avant l'avantage, pour eux, de faire partie de la région, en tant que « *Kurdistanî* », pour être sous la protection des Kurdes (James et Tejel Gorgas, 2018).

Le PDK profita même d'évènements violents qui ciblaient les minorités yézidiennes ou chrétiennes pour renforcer son dispositif sécuritaire. Ce fut notamment le cas après l'attaque terroriste des villages de Tell Azer et de Siba Shekh Khidir, en 2007, dans le sud du Sinjar. Le 14 août 2007, quatre camions chargés d'explosifs, ont explosé dans ces deux villages et faisant pas moins de 796 morts et 1 500 blessés. L'attentat ne fut jamais revendiqué<sup>24</sup>. Le PDK profita cependant de cet évènement pour déployer 600 *Peshmergas* supplémentaires dans la zone alors que les habitants de ces villages étaient encore très rétifs à la présence des forces de sécurité kurdes (Schmidinger, 2022).

Cependant, ce déploiement sécuritaire a une réelle efficacité sur la baisse des violences à l'encontre des minorités comparées au reste du pays jusqu'en 2014. Aussi, ce discours de protection des minorités semblait rencontrer un certain succès durant la période où les territoires contrôlés par les Kurdes jouissaient d'une stabilité sécuritaire relativement bonne comparée au reste du pays (Natali, 2010).

---

<sup>23</sup> Ce sont les deux principaux organismes de sécurité et de renseignement intérieur et extérieur du PDK.

<sup>24</sup> [Report of the United States Commission on Religious Freedom on Iraq \(PDF\)](#) (Report). December 2008. p. 12. [Archived](#) (PDF) from the original on June 25, 2020. Retrieved August 12, 2019.

### 3. Les limites des stratégies de retribution et le recours à la coercition

En premier lieu, en m'appuyant sur mes entretiens avec d'anciens membres du PDK au Sinjar, je développerai un point qui me semble important : la formation idéologique de ses « militants ». J'ai relevé une très faible connaissance des référents idéologiques du nationalisme kurde de la part de ces membres du PDK et l'aveu d'une formation idéologique très limitée. Seuls des éléments très basiques d'idéologie nationaliste kurde m'ont été rapportés. Pour illustrer cette situation, je rapporterai le témoignage de Çîya originaire d'un village du sud de la montagne, militant du PDK dans une cellule clandestine avant 2003 qui m'a expliqué que ses cours de formation idéologique se résumaient à : « Nous sommes kurdes, le Sinjar fait partie du Kurdistan, d'autres villes comme Kirkouk sont kurdes, on doit se battre pour vivre librement en tant que Kurdes et pour pouvoir parler librement notre langue ». Cette faible formation idéologique a aussi été relevée par Arthur Quesnay auprès de l'UPK à Kirkouk (Quesnay, 2021).

Si la formation idéologique des militants était relativement faible, à partir de 2003 les rétributions du parti en faveur de ses membres étaient relativement élevées et surtout en augmentation jusqu'en 2014. Cette augmentation des rétributions concorde avec l'augmentation des ressources du parti lié aux rentes provenant de l'exploitation des hydrocarbures. Qu'elles soient en nature, ou sous forme de salaires ou de rente, ces rétributions sont aussi un élément très important de la politique d'ancrage social.

Cependant, il me faut revenir sur le qualificatif de « militants », appliqué aux membres du parti durant la période 2003-2014. Je souhaite mettre en lumière un phénomène de transformation du statut de militant à celui de client. Pour décrire ce phénomène, je comparerai l'activité des membres durant cette période à l'activité militante du parti sous le *Baa'ih*. Alors que sous le *Baa'ih*, les risques étaient énormes et les rétributions matérielles et financières inexistantes pour les militants, après 2003 il n'y a plus aucun risque et les rétributions peuvent être relativement importantes. Cette situation transforme totalement le rapport de ses membres au parti par un passage d'un rôle actif de militant à un statut passif de client (Quesnay, 2021). Une transformation qui concerne bien entendu les nouveaux membres, mais aussi les anciens. En effet, ce phénomène est tellement important que l'on peut même considérer que certains militants de la première phase, prioritaires dans l'obtention des rétributions du fait de leur engagement précoce, se sont transformés en clients durant la seconde phase. On observe donc à un véritable processus de clientélisation de la société qui ne touche pas seulement les élites cooptées par le parti, mais aussi l'ensemble de sa structure partisane (Mède, 2023a).

Le dernier levier que met en place le parti pour s'imposer chez les Yézidis et les chrétiens dans les territoires disputés est la méthode coercitive par le contrôle et la répression directe de toutes les oppositions trop bruyantes ou trop entreprenantes. Il existe déjà un contrôle étroit de la population par l'appareil sécuritaire avec un système qui se rapproche beaucoup de celui des commissaires politiques et fortement inspirés de celui du *Baa'ith*. Des membres du parti appelés les « *tibal*<sup>25</sup> », présents dans chaque quartier et chaque village sont chargés de rapporter tous les comportements suspects à leur hiérarchie. Certains avaient déjà la même fonction au sein du *Baa'ith* et n'ont fait que changer d'allégeance partisane au moment du turnover politique, comme je l'ai entendu plusieurs fois : « Ils ont juste changé le drapeau et la photo ». Ce système de délation était tellement important que certains de mes interlocuteurs m'ont même expliqué que, durant cette période, il pouvait y avoir un *tibal* par famille. Ensuite, dès qu'un comportement ou des propos rapportés qui dérangent le parti sont relevés, parfois des choses qui peuvent sembler insignifiantes, le ou les individus qui en sont à l'origine peuvent être arrêtés par les *Assayesh*. Ils sont ensuite retenus un ou plusieurs jours pour être « interviewés », c'est-à-dire interrogés et surtout intimidés avant d'être relâchés. La répression la plus féroce est cependant dirigée à l'encontre des journalistes indépendants. Il arrive qu'il leur soit intenté des procès arbitraires et qu'ils soient condamnés à des peines de prison comme ce fut le cas dernièrement pour Guhdar Zebari arrêté avec quatre autres collègues en octobre 2020 pour « espionnage » alors qu'ils enquêtaient sur des affaires de corruption autour de la famille Barzani<sup>26</sup>. Des journalistes sont aussi victimes d'assassinats ciblés comme cela a été le cas de Sardasht Osman kidnappé à Erbil le 4 mai 2010 et retrouvé mort à Mossoul le 6 mai 2010. Il était connu pour ses articles très critiques sur la famille Barzani<sup>27</sup>.

Après avoir analysé l'application des différentes stratégies politiques du PDK sur les minorités dans les territoires disputés entre 2003 et 2014, je m'arrêterai sur les conséquences de cette politique à partir de 2014.

---

<sup>25</sup> Terme arabe qui désigne les joueurs de tambour. Utilisé de façon péjorative pour désigner des personnes prêtes à faire n'importe quoi pour un peu d'argent.

<sup>26</sup> Voir : <https://rsf.org/en/surge-harassment-journalists-iraqi-kurdistan> et <https://www.amnesty.org/fr/mde14-7138-2023-fr-2/> (consulté le 01/04/2024)

<sup>27</sup> Voir : <https://cpj.org/killed/2010/sardasht-osman.php> (consulté le 01/04/2024)

#### 4. Entre 2014 et 2017, rejet grandissant du PDK et glissement autoritaire du parti

##### 4.1. La débâcle d'août 2014 et ses conséquences sur le rapport entre minorités et PDK

En 2014, un évènement tragique vient rebattre les cartes de la relation entre Yézididis et chrétiens du gouvernorat de Ninive et la gouvernance kurde du PDK : la débâcle d'août 2014. Le 10 juin, Daesh s'empare de la ville de Mossoul, ce qui acte l'effondrement de l'armée irakienne dans le nord de l'Irak, dont plus de 10 000 membres fuient vers le Kurdistan irakien<sup>28</sup>. Le 15 juin, c'est au tour de Tall Afar de tomber<sup>29</sup>. En conséquence, dans le gouvernorat de Ninive, les forces kurdes partagent l'intégralité de leur frontière interne avec l'État islamique. Après moins de deux mois d'accalmie, le 3 août 2014, le groupe État islamique lance une large offensive sur les territoires sous contrôle kurde en Irak. Les premiers territoires confrontés à cette offensive sont logiquement les territoires disputés. Le front kurde s'effondre très rapidement et en de nombreux points, les forces de sécurité kurdes ne tiennent pas une journée face à l'offensive, sur certains secteurs du front les *peshmergas* sont même accusés d'avoir fui sans même se battre<sup>30</sup>. Une large partie des territoires disputés du gouvernorat de Ninive passe alors sous le contrôle de Daesh. Le territoire le plus durement touché est le Sinjar, premier territoire visé lors de cette offensive. Dans ce district, de nombreux habitants n'ont pas le temps de fuir et la prise du Sinjar est accompagnée par de nombreux massacres qui visent principalement la communauté yézidie<sup>31</sup>. Dans d'autres territoires comme la plaine de Ninive, la plupart des populations yézidies et chrétiennes sont moins durement touchées, car elles ont le temps de fuir vers l'intérieur des frontières officielles de la Région kurde où le front des forces de sécurité kurdes parvient à se reconstituer<sup>32</sup>.

Même s'il semble, après coup, que la décision de la retraite ait été prise au niveau local dans une situation d'urgence et de panique face à l'ampleur de l'offensive (Schmidinger, 2022), plusieurs évènements qui précèdent cette débâcle

---

<sup>28</sup> Guillaume Perrier, *Dans le nord de l'Irak, le gouvernement autonome kurde déploie ses Peshmergas*, <https://www.lemonde.fr>, 11 juin 2014 (consulté le 01/04/2024)

<sup>29</sup> Le Figaro avec AFP, « Irak : les insurgés prennent Tal-Afar », 23 juin 2014 (consulté le 01/04/2024)

<sup>30</sup> Hayri Demir, The betrayal of Shingal, <https://www.ezidipress.com>, 7 août 2015, (consulté le 01/04/2024)

<sup>31</sup> Rapport de l'OHCHR (United Nations High Commissioner for Human Rights), *ISIS Crimes Against the Yazidis*, <https://www.ohchr.org>, (consulté le 27/07/2023)

<sup>32</sup> Samuel Lieven, En Irak, le tragique exode des derniers chrétiens de Ninive, <https://www.la-croix.com/>, le 07/08/2014 (consulté le 01/04/2024)



au Sinjar sont particulièrement compromettants pour les forces de sécurité du PDK. Après la chute de Mossoul et de Tell Afar, où l'armée régulière irakienne était présente en nombre, beaucoup de soldats irakiens ont fui vers la région kurde, dont une grande partie vers le Sinjar. Cette situation a provoqué un afflux d'armes dans le district. En réaction, les *Assayesh* ont mené plusieurs actions pour confisquer ces armes. Cependant, les forces de sécurité sont allées beaucoup plus loin et ont également confisqué de nombreuses armes qui appartenaient aux habitants. Ces opérations m'ont été confirmées par Azad, Yézidi originaire du nord qui vit aujourd'hui en Europe et qui a été membre des *Assayesh* de 2004 à 2014 : « On a réquisitionné des armes, d'abord celles des gens de l'armée irakienne qui fuyaient par le Sinjar, mais aussi celles des habitants ». Ensuite, Azad m'a également confirmé qu'environ dix jours avant l'offensive les forces de sécurité ont fait le choix « d'empêcher les gens de sortir du Sinjar ». Ce choix était justifié par deux raisons : d'abord, la route entre le Sinjar et le Kurdistan, passant par Rabia, n'était plus sûre et le PDK voulait prévenir tout mouvement de panique au moment où la situation sécuritaire commençait à se dégrader. En parallèle, *Peshmergas* et *Assayesh*<sup>33</sup> se voulaient rassurants pour les habitants du Sinjar et ne cessaient de répéter qu'ils étaient là pour les protéger de l'État islamique. Les conséquences de ces actions ont été naturellement déplorable sur la perception que les habitants de ces territoires ont désormais du PDK et de la Région kurde en général, quant à leurs promesses sécuritaires. Ce sentiment est très bien résumé par Abid, Yézidi originaire d'un village proche de la ville de Sinjar « Les Kurdes avaient promis de nous protéger, mais ils nous ont trahis ». Cela a entraîné le désaveu massif de ces populations par rapport au projet d'intégration de ces territoires dans la Région kurde malgré l'accueil de tous les déplacés liés au conflit dans la région kurde.

Le second grand échec de la politique du PDK dans les territoires disputés du gouvernorat de Ninive, qui découle en grande partie de la débâcle de 2014, est le rejet massif de l'identité kurde que j'ai pu observer chez les Yézidis du Sinjar et des villages de Bashiqa et Bazhani. Ce rejet que j'ai amplement constaté par mes entretiens avec un large éventail de personnes, aussi bien en diaspora en France ou en Allemagne que dans les camps de déplacés au Kurdistan irakien ou encore dans les familles rentrées au Sinjar. Si les événements d'août 2014 ont été vécus comme un véritable abandon, une trahison et la preuve par excellence de leur statut de citoyens de seconde zone vis-à-vis des Kurdes musulmans, d'autres éléments sur la période entre 2003 et 2014 ont commencé à entamer ce sentiment d'appartenance encore naissant. Le racisme subi par les Yézidis à l'intérieur de la société kurde musulmane des territoires administrés

---

<sup>33</sup> Service de sécurité et de renseignement interne du PDK et de l'UPK.

par le PDK au sein du GRK est également un facteur important de ce rejet. Mais il faut aussi tenir compte de la montée de l'islamisme durant cette période dans la société irakienne en général et kurde en particulier. À l'intérieur des institutions du parti ou du GRK, il existe un fort sentiment d'être au bas de la pyramide sociale, de l'existence d'un plafond de verre empêchant toute ascension sociale et d'être des Kurdes de seconde classe (Cavaillé, 2023). Tous ces facteurs se concluent par un rejet massif de l'identité kurde au Sinjar après 2014.

Pour les populations chrétiennes de la plaine de Ninive et de Mossoul, une autre problématique identitaire émerge qui va aliéner durablement le PDK à ces populations. Cette problématique est également une conséquence de la débâcle d'août 2014. Après la prise territoriale par Daesh, d'abord de Mossoul puis de la plaine de Ninive, les habitants chrétiens de ces territoires ont afflué dans les territoires PDK du GRK pour s'y réfugier. À l'intérieur du GRK, ils ont aussi dû faire face à une discrimination, non pas liée à leur religion, mais à leur arabité. Ces populations ont comme principale langue de communication l'arabe, de façon exclusive pour les Mossouliotes et accompagnée de leur dialecte Soureth pour les populations de la plaine. Alors que les chrétiens à l'intérieur du Kurdistan, qu'ils soient Assyriens ou Chaldéens, maîtrisent le dialecte kurde de la région où ils vivent, la grande majorité des chrétiens originaires des territoires disputés ne parlent pas kurde. Ne pouvant pas communiquer en kurde, ils sont souvent assimilés aux autres populations arabes qui ont fui la guerre et se sont aussi réfugiées au Kurdistan. Le problème n'est pas tant cette assignation en soi que les discriminations et la xénophobie qui l'accompagnent. Cette xénophobie a eu des conséquences profondes sur le rejet de la société et des partis politiques kurdes et la volonté des chrétiens de la plaine, une fois rentrée chez eux, d'évoluer dans un territoire attaché à l'Irak fédéral plutôt qu'au GRK. Comme me l'a expliqué, en 2020, Daoud, habitant de Bakhdida<sup>34</sup> qui travaille pourtant à Erbil : « La plupart des gens ne veulent pas le retour des Kurdes parce qu'ils ne sont pas kurdes et seraient traités comme des moins que rien ».

Pour renforcer ce désaveu après 2014, le GRK en plus du coût de la guerre contre l'État islamique et de l'afflux de déplacés de tout le pays et de réfugiés syriens, subit une importante crise économique liée à deux facteurs. D'abord, le cours du baril de pétrole s'est effondré au cours de l'année 2014<sup>35</sup> et en parallèle, la part du budget irakien revenant à la Région autonome a été coupée par le gouvernement fédéral irakien (Deschamps, 2017)<sup>36</sup>. Cette crise économique

---

<sup>34</sup> Qaraqosh en Kurde

<sup>35</sup> Voir : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010002077#Graphique> consulté le 10/27/2023

<sup>36</sup> Cette coupure est principalement due à la montée des tensions entre Erbil et Bagdad liées aux conflits sur l'exploitation du pétrole par les Kurdes à l'intérieur du GRK.

a eu et continue à avoir des conséquences très importantes sur le système clientéliste de rétribution et de cooptation dans les territoires disputés. Les bénéficiaires des différentes rentes et salaires du PDK dans les territoires disputés sont souvent au bas de la pyramide hiérarchique du parti. Cela a pour conséquence, dans ce contexte de crise économique, qu'ils sont les premiers touchés par les coupures budgétaires du parti. Yousif, un Yézidi du Sinjar vivant dans le camp de déplacés de Qadia et travaillant toujours pour le PDK m'a confié : « après 2003 mon salaire a beaucoup baissé comme pour tout le monde à cause de la guerre et de tout ce qui s'est passé ». Même chose pour un centre culturel chaldéen de Duhok qui réalisait des projets dans la plaine de Ninive « avant 2014 on était directement financé par les Kurdes, mais maintenant on ne reçoit plus rien, on doit trouver d'autres sources de financement. On a quand même réussi à survivre, mais d'autres organisations culturelles comme la nôtre n'ont pas survécu ». Les conséquences de la crise économique de la région kurde et du parti s'ajoutent au ressentiment général de ces populations à l'encontre du parti.

La principale conséquence de cette accumulation d'événements est donc un profond ressentiment qui entraîne un rejet du parti et de ses politiques dans la base sociale de ces populations. On constate alors un glissement autoritaire et répressif du parti pour garder le contrôle sur les habitants de ces territoires, malgré son rejet croissant.

#### **4.2. Glissement autoritaire du parti pour répondre aux crises**

Après la débâcle militaire d'août 2014, le front se stabilise rapidement, bien que l'État islamique se soit rapproché à moins de 15 km d'Erbil<sup>37</sup>, capitale du GRK. Grâce à des efforts militaires importants et une aide occidentale conséquente, les forces armées kurdes parviennent à renverser la tendance et à libérer une partie des territoires occupés par Daesh dès la fin de l'année 2014<sup>38</sup>. La ville de Sinjar, chef-lieu du district éponyme, est libérée en novembre 2015.

Le premier élément à relever est qu'une partie des territoires contrôlés par le PDK avant août 2014 ne sont pas libérés par ce dernier. En effet, la libération kurde du district du Sinjar s'arrête à la ville de Sinjar et de nombreux villages au sud du district restent aux mains de l'État islamique jusqu'en mai 2017. Les villes chrétiennes de la plaine de Ninive, Bartella, Bakhdida et Karamlech sont

---

<sup>37</sup> Richard Spencer « *American air strikes help Kurdish forces reclaim towns from Islamic State* », 10 août 2014 (consulté le 01/04/2024)

<sup>38</sup> Dépêche AFK pour le Nouvel Obs « Irak: des chefs de l'EI tués, les peshmergas brisent le siège du Mont Sinjar », 18 décembre 2014, (consulté le 01/04/2024)

dans le même cas, contrôlées par les *Peshmergas* avant 2014, elles sont libérées par l'armée irakienne et les Milices de mobilisation populaires en 2017. Alors que les Kurdes avaient les capacités de libérer ces territoires, nous avons aujourd'hui des éléments qui nous permettent d'affirmer que la reprise de ces territoires a été empêchée par les pressions conjointes de Bagdad et des Américains (Schmidinger, 2022). Le GRK et le PDK ont donc accepté de perdre ces territoires au profit de l'État central irakien, peut-être en échange des territoires disputés qu'ils contrôlaient encore.

Cependant, une autre portion conséquente de ces territoires retourne dans le giron du PDK. C'est le cas d'une bonne partie du district du Sinjar et de la plaine de Ninive. Il faut ajouter à cela que la majorité des populations habitant ces territoires vit encore, durant toute la période, dans des camps de déplacés à l'intérieur de la Région autonome. Donc, malgré le ressentiment grandissant de ces populations à l'encontre du parti, elles restent sous sa gouvernance.

Dans ce contexte, le parti fait face à de multiples crises et effectue un virage autoritaire pour y répondre. Ce tournant autoritaire a d'abord été constaté dans l'espace interne du GRK (Mède, 2023b), mais touche aussi les territoires disputés et les populations qui en sont originaires. Ce durcissement sécuritaire est aussi motivé par deux autres éléments déterminants. En premier lieu, le rival historique du PDK au sein de l'espace kurde, l'UPK est très affaibli<sup>39</sup>, ce qui pousse le PDK à chercher à imposer son hégémonie. Ensuite, malgré ses échecs de l'été 2014, le parti ressort de la guerre contre l'EI auréolé d'un important prestige symbolique, notamment international, qui lui permet d'être plus confiant dans ses pratiques coercitives.

C'est précisément la lutte contre la menace que représente Daesh qui est le point d'entrée de ce glissement autoritaire. Des politiques sécuritaires sont officiellement mises en place pour lutter contre l'EI, mais sont largement détournées dans un usage coercitif à l'encontre de la population à travers tout l'espace kurde (Mède, 2023b). Ce virage autoritaire se traduit par l'étouffement de tous les foyers potentiels de contestation avant même leur apparition. Les intimidations et les arrestations de journalistes indépendants s'accroissent et deviennent de plus en plus systématiques<sup>40</sup>. Ce système d'intimidation est élargi aux organisations non gouvernementales. Certaines organisations humanitaires ont vu

---

<sup>39</sup> L'UPK, en plus d'être sujet aux mêmes crises que le PDK, est dans une situation économique bien plus critique et est empêtré dans un conflit pour la succession de son leader historique Jalal Talabani, victime d'un AVC en 2012, qui oppose plusieurs factions au sein du parti.

<sup>40</sup> Voir : <https://euromedmonitor.org/en/article/4192/Iraqi-Kurdistan:-Authorities-step-up-intimidation-with-harsh-sentences-against-5-activists-and-journalists> (consulté le 25/02/2024)

leurs locaux fermés *manu militari*, pour des propos jugés déplacés à l'encontre du parti. C'est notamment le cas de Yazda, ONG formée par des Yézidis du Sinjar après 2014 pour venir en aide aux membres de leur communauté, dont les locaux ont été fermés pendant plusieurs mois par le PDK<sup>41</sup>. Dans les territoires disputés, les maires de certaines municipalités sont remplacés par des individus plus proches du parti ou plus favorables à celui-ci, comme dans le cas des villes chrétiennes d'Alqosh et de Tell Keppe<sup>42</sup>. Enfin, la majorité des populations de déplacés chrétiens, mais surtout Yézidis, vivent dans des camps contrôlés par le parti. Cette situation permet au PDK d'entretenir un contrôle beaucoup plus étroit de ces populations. Les administrateurs des camps possèdent déjà un fichier très précis de tous ceux qui vivent dans le camp. Ils peuvent contrôler qui sort, qui entre et dans quel but, ils connaissent l'emploi de chacun des résidents et surtout contrôlent la distribution de l'aide humanitaire distribuée dans le camp. Tous ces éléments font que le parti détient un pouvoir de contrôle très important sur ces populations, particulièrement visible au moment des élections (Schmidinger, 2022).

Malgré la perte de confiance et le ressentiment grandissant qu'entretiennent ces populations à l'égard du parti, durant la période entre 2014 et 2017, ce dernier a su mettre en place des politiques de plus en plus coercitives et autoritaires pour conserver, voire même accroître le contrôle sur les habitants. Cependant, ces politiques ont des conséquences durables sur les populations Yézidis et chrétiennes, exploités par d'autres acteurs et qui vont avoir comme principale conséquence la perte de ces territoires en 2017.

## **5. Les conséquences de la politique PDK après 2017**

### **5.1. La perte des territoires disputés**

Le premier constat que je suis amené à établir est la relation entre le désaveu du PDK chez les populations minoritaires sur ces territoires, après août 2014, et leur perte à la suite du référendum d'indépendance de septembre 2017. Sous l'impulsion de Massoud Barzani, les différentes forces politiques qui composaient la Région autonome kurde s'entendirent pour organiser un référendum d'indépendance le 25 septembre 2017 (Leezenberg, 2017). Le référendum fut organisé en même temps dans les territoires officiels de la Région et dans tous les territoires disputés sous contrôle PDK et UPK (Roussel, 2018). Si la question de la décision

---

<sup>41</sup> Voir : <https://www.hrw.org/news/2017/01/03/kurdish-officials-shut-down-group-aiding-yezidis> (consulté le 10/10/2023)

<sup>42</sup> Max J. Joseph, « On the Removal of Assyrian Mayors in Nineveh by the Kurdistan Democratic Party (KDP) », 05/08/2017

de réaliser ce référendum dans ce contexte et à cette date reste encore débattue, ce sont surtout ses conséquences qui vont nous intéresser.

Le 16 octobre 2017, le gouvernement fédéral irakien lançait une offensive pour récupérer les territoires disputés sous contrôle kurde en représailles à la mise en place du référendum. Si la situation de Kirkouk est plus complexe, dans le gouvernorat de Ninive il apparaît clairement qu'une nouvelle fois les forces kurdes se sont retirées sans combattre (Roussel, 2018). L'une des raisons de ce retrait apparaît évidente : le PDK n'avait plus l'ancrage social nécessaire pour conserver ces territoires face à la pression militaire de l'État fédéral irakien. L'un des principaux arguments pour le démontrer est la composition des forces qui ont permis la reprise de ce territoire. L'État fédéral, pour lancer cette opération militaire, s'est appuyé sur ses « Unités de mobilisations populaires », dont une bonne partie au Sinjar et dans la plaine était composée de Yézidis et de chrétiens locaux. En effet, au Sinjar deux bataillons entiers étaient composés de Yézidis et dans la plaine plusieurs unités chrétiennes et Shabaks ont participé à cette opération contre les forces kurdes. Les faits sont là : des milices chrétiennes et yézidies composées de combattants locaux sont prêtes à un affrontement direct contre le PDK pour chasser le parti de leur territoire. Ceci ne montre pas seulement la perte de l'implantation populaire du parti sur ces territoires, mais est la preuve d'un ressentiment suffisamment important pour que certains individus soient prêts à prendre les armes contre lui. Les politiques du PDK ne sont pas seulement un échec, mais ont bien un effet contre-productif sur ses ambitions initiales. J'illustrerai ce constat en présentant le profil de Naif Jasso, ancien peshmerga du PDK, frère de l'ancien *mokhtar* du village de Koço et chef de la tribu *Mandkani*. Son village a été l'un des plus touchés par les atrocités commises par Daesh, les hommes y ont été systématiquement exécutés et les femmes réduites en esclavage<sup>43</sup>. Se trouvant en Turquie au moment de l'attaque, il a réchappé au massacre et a hérité de son frère, du rôle de chef tribal. Il a été l'une des premières figures à dénoncer l'attitude du PDK au Sinjar. Avec le soutien de l'État fédéral irakien, il a ensuite eu l'opportunité de former une unité yézidie au sein des *Hashed al-Shaabi* pour libérer un certain nombre de villages, dont Koço, au sud de la montagne encore aux mains de l'EI en mai 2017. Il a ensuite participé à l'offensive fédérale pour récupérer le reste du Sinjar aux forces kurdes du PDK (Schmidinger, 2022). Son parcours montre bien que la politique du PDK pousse à la formation d'acteurs politiques qui lui sont clairement opposés.

Il me faut maintenant faire un constat amer pour le mouvement nationaliste

---

<sup>43</sup> « ISIS Crimes Against the Yazidis », sur OHCHR (United Nations High Commissioner for Human Rights), 15 juin 2016 ; « Testimonies from Kocho: The village ISIS tried to wipe off the map », Amnesty International, 18 août 2014

kurde irakien et international ; celui de la perte du Sinjar en tant que territoire kurde, habité par des Kurdes. Le rejet massif du nationalisme kurde chez les Yézidis du Sinjar, qui apparaît dans les entretiens que j'ai réalisés, est, comme on l'a vu, étroitement lié au rejet du Parti démocratique du Kurdistan dans les représentations des Sinjari<sup>44</sup>. L'échec des différentes stratégies politiques du PDK, l'entrepreneuriat ethnopolitique en tête, au Sinjar a donc des conséquences sur l'ensemble du mouvement national kurde au niveau international. Sur toutes les cartes nationalistes kurdes supposées représenter le grand Kurdistan, le Sinjar en constitue une partie, du fait que les Yézidis sont considérés comme Kurdes. Comme je l'ai montré, pour beaucoup, les Yézidis sont même dépositaires du caractère originel de la nation kurde. Cependant, comment tenir ces positions si l'écrasante majorité des Yézidis sur ce territoire semble rejeter toute appartenance à la kurdicité ? L'effet contre-productif de la politique du PDK au Sinjar a donc, aujourd'hui, de profondes conséquences, possiblement durables, sur le mouvement nationaliste kurde dans son ensemble.

Ensuite, les échecs de la politique du PDK dans la plaine de Ninive ont aussi des conséquences importantes sur le futur de ce territoire. Les chrétiens de la plaine s'inscrivent toujours, aujourd'hui, dans une logique de fidélité à l'État central irakien. Malgré les atrocités commises par l'État islamique à la suite de l'effondrement de l'armée irakienne dans le nord de l'Irak et la mainmise des milices pro-iraniennes sur l'État fédéral irakien, la majorité des chrétiens de la plaine avec qui j'ai pu échanger semblent rester fidèles à Bagdad. Ceci marque un autre échec du parti qui semble ne pas être parvenu à fédérer ces populations autour du projet de faire de la plaine de Ninive un territoire kurdistanien.

## **5.2. Des leviers d'influence toujours importants**

Malgré la perte de ces territoires, le Parti démocratique du Kurdistan possède encore d'importants leviers d'influence sur ces derniers et sur les populations qui y vivent ou qui en sont originaires.

D'abord, il faut rappeler que le destin politique et géopolitique ne repose pas uniquement sur la volonté de la majorité de ses habitants. Le PDK a d'autres leviers pour faire entendre ses revendications sur les territoires disputés du gouvernorat de Ninive. Il y a d'abord, les arguments que l'on peut qualifier de déterministes sur le plan géographique et historique qui incluent ces territoires dans les « frontières naturelles et nationales du peuple kurde en Irak »<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> Habitants du Sinjar.

<sup>45</sup> Khalil Ismaïl Mohammed, *Op Cit*, p.28

Ensuite, il reste le contrôle direct sur les populations originaires de ces territoires et qui vivent encore en situation de déplacement à l'intérieur du GRK. C'est particulièrement le cas des populations vivant en camp comme on l'a déjà vu. En 2023, une grande partie de la population du Sinjar vit toujours dans les camps de déplacés à l'intérieur du GRK et le PDK est régulièrement accusé de retenir ces populations pour prévenir leur retour dans le Sinjar<sup>46</sup> (Schmidinger, 2022).

La force et l'attrait économique des territoires administrés par le PDK au sein de la Région kurde sont encore de puissants leviers d'influence. Même si la crise économique qui a éclaté en 2014 a laissé des traces, la machine économique kurde a réussi à se relancer notamment grâce au secteur de la construction. Erbil reste le centre économique le plus dynamique dans la moitié nord de l'Irak. De nombreux Yézidis et chrétiens originaires du gouvernorat de Ninive vivent toujours dans le GRK pour profiter de cet attrait économique. D'autres, sont retournés dans leurs villes et villages d'origines, mais travaillent toujours dans le GRK où ont une activité économique en lien avec ce dernier.

Pour finir, le système de cooptation clientéliste du PDK est toujours un outil très efficace pour se garantir le soutien d'une partie des élites sur ces territoires. En certains endroits, ce système est toujours actif, ce qui lui garantit une forme de présence résiduelle. En d'autres lieux, où le parti a coupé son robinet de rétribution, il peut le réactiver à tout moment, s'il y voit une opportunité de retour de manière officielle ou même officieuse sur ces territoires.

## 6. Conclusion

Je conclurai cet article en me concentrant sur deux points majeurs. D'abord le constat selon lequel l'instabilité et l'insécurité de ces territoires sont directement liées à cette situation particulière de territoire disputé. Ce statut de territoire disputé et tous les conflits qui en découlent ont créé une situation d'instabilité chronique accompagnée de violences dont les principales victimes sont les populations locales et les minorités en particulier. Autant les atrocités commises par Daesh, bien qu'elles aient ciblé en particulier les populations minoritaires, n'étaient pas exclusives des territoires disputés. Par contre, l'offensive « punitive » de l'État fédéral à la suite du référendum d'indépendance kurde n'a concerné que ces territoires. D'autres acteurs extérieurs ou intermédiaires profitent de ce statut géopolitique flou et fluctuant pour s'implanter sur ces territoires. C'est le cas du PKK au Sinjar ou des différentes milices des Unités de

---

<sup>46</sup> Voir : <https://pukmedia.com/EN/Details/75652> (consulté le 01/04/2024)



mobilisation populaires, sur l'ensemble de ces territoires. Certains conflits peuvent directement être attribués à cette situation géopolitique floue, par exemple les conflits autour de la présence du PKK au Sinjar qui entraînent des bombardements réguliers de la part de la Turquie<sup>47</sup>. Cette multiplication des acteurs armés et des conflits qui en découlent créent une situation d'instabilité permanente qui a des effets catastrophiques sur les populations locales.

La principale conséquence de cette situation géopolitique instable pour les Yézidis et les chrétiens dans les territoires disputés est l'émigration massive. Pour les chrétiens, il s'agit d'un phénomène ancien, qui a commencé du temps de l'embargo sous Saddam Hussein. Pour les Yézidis, dans ces proportions, c'est un phénomène relativement nouveau, conséquence directe de la tragédie d'août 2014 (Leezenberg, 2018). La guerre civile irakienne, après l'invasion américaine, est l'un des éléments accélérateurs du phénomène chez les chrétiens. Au départ, les populations chrétiennes éduquées des villes comme Bagdad ou Mossoul étaient les plus touchées, mais en 2014 le phénomène s'est élargie, notamment aux populations rurales des territoires disputés. L'écroulement démographique des Chrétiens en Irak et les jeux de pouvoir qui entourent l'enjeu de gouvernance qu'ils représentent ont des conséquences dramatiques sur leur unité voire leur existence à long terme sur le sol irakien.

---

<sup>47</sup> Voir : <https://www.courrierinternational.com/article/recours-frappes-turques-contre-les-yezidis-l-onu-saisi-une-premiere> (consulté le 15/10/2023)

## **Bibliographie :**

Açıkyıldız, Birgül. 2010. *The Yezidis The History of a Community, Culture and Religion*. London : I.B. Tauris.

Brubaker, Rogers. 2001. « Au-delà de l'« identité » ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (139) : 66-85.

Brubaker, Rogers. 2002. « Ethnicity without groups ». *European Journal of Sociology* (43. 02) : 163-189.

Cavaillé, Paul. À paraître en 2024. « Frontières physiques et frontières ethniques au Kurdistan irakien Le cas particulier des Yézidis du Sinjar ». *Les Cahiers d'EMAM* (35).

Denise, Natali. 2010. *The Kurdish Quasi-State: Development and Dependency in Post-Gulf War Iraq*. Syracuse : Syracuse University Press.

Deschamps, Dimitri. 2017. « Économie politique kurdo-irakienne et entrepreneuriat libanais : mise en contexte d'une collaboration opportuniste ». *Anatoli* (8) : 297-325.

Duclos-Valois, Juliette. 2021. « Le quotidien des yézidis du Sinjar : une histoire politique ». *Confluence Méditerranée* (116) : 111-122.

James, Boris et Tejel, Gorgas. 2018. *Les Kurdes en 100 questions - Un peuple sans État*, Paris : Tallandier.

Lal, Barbara. 1997. « Ethnic Identity Entrepreneurs : Their Role in Transracial and Intercounty Adoption ». *Asian Pacific Migration Journal* (6) : 385-413.

Leezenberg, Michiel. 2017. « Iraqi Kurdistan : A Porous Political Space », *Anatoli* (8) : 107-131.

Leezenberg, Michiel. 2018. « Transformations in Minority Religious Leadership The Yezidis, Shabak, and Assyrians in Northern Iraq ». *Sociology of Islam* (6.02) : 233-260.

Maisel, Sebastian. 2008. « Social Change Amidst Terror and Discrimination : Yezidis in the New Iraq ». *The Middle East Institute Policy Brief* (18).

Mède, Hardy. 2022. « ‘‘Vous vous opposerez, vous critiquerez, vous proposerez ‘’. La production d’une légitimité parlementaire en situation de fluidité partisane au Kurdistan irakien (2005-2009) ». *Mondes arabes* (2) : 47-74.

Mède, Hardy. 2023a. « Un parti patrimonial : les dispositifs de reproduction d’un militantisme intergénérationnel au sein du PDK ». Dans *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Sous la direction de Gilles Dorronsoro, 51-85. Paris : Karthala.

Mède, Hardy. 2023b. « L’ordre social partisan au Kurdistan d’Irak » Dans *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Sous la direction de Gilles Dorronsoro, 105-131. Paris : Karthala.

Merle, Thommas. 2022. « Notions en débat. État failli, État de facto, quasi-État ». *Géococonfluences*.

Omarkhali, Khanna. 2017. *The Yezidi Religious Textual Tradition : From Oral To Written. Categories, Transmission, Scripturalisation and Canonisation of the Yezidi Oral Religious Texts*. Leipzig : Harrasowitz Verlag.

Quesnay, Arthur. 2021. *La guerre civile irakienne Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk*. Paris : Karthala.

Quesnay, Arthur. 2023. « Gouverner en contexte multiethnique : l’UPK à Kirkouk (Irak) ». Dans *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Sous la direction de Gilles Dorronsoro, 259-287. Paris : Karthala.

Roussel, Cyril. 2018. « Irak et Kurdistan d’Irak : la problématique de la frontière interne et les enjeux de contrôle territorial ». *Égypte/Monde arabe* (18) : 65-82.

Schmindinger, Thomas. 2022. *The World Has Forgotten Us*. Londres : Pluto Press.

Spät, Eszter. 2005. *The Yezidis*, Londres : Saqi Books.

Villeneuve, David. 2022. « Ankawa : nouvel épice de christianisme irakien ? », *Les Cahiers d’EMAM*. <https://doi.org/10.4000/emam.3977>.